



La Soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 368

15 février 2013

Nouveau rapport du Conference Board du Canada

Quand on se compare, se console-t-on vraiment?

Chaque année, le Conference Board du Canada (CBdC) produit un bilan socioéconomique dans lequel le Canada est comparé, sous divers angles, avec seize autres pays de l'OCDE. Son dernier bilan confirme que les politiques publiques canadiennes pour réduire la pauvreté et les inégalités sont inefficaces.

Des mythes dégonflés

Ce bilan a de quoi en surprendre plus d'unE, car il vient dégonfler de nombreux mythes sur le Canada. Que ce soit celui voulant que

la pauvreté chez les personnes âgées ait été éliminée, celui associant directement emploi et sortie de pauvreté ou encore celui affirmant que l'écart entre les riches et les pauvres demeure à peu près le même d'année en année, tous ces mythes ne résistent pas à l'épreuve des faits.

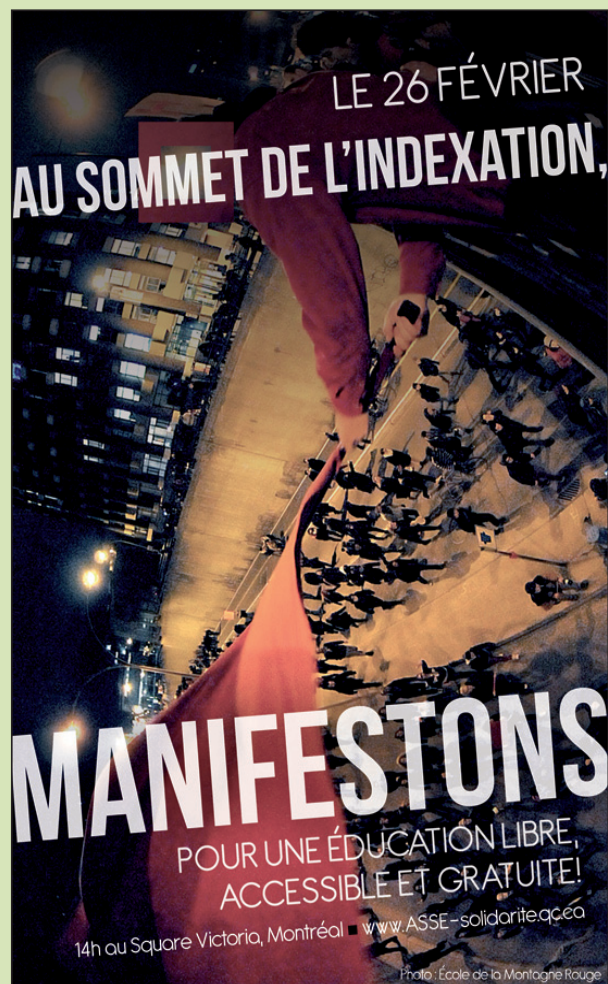
Certes, à une certaine époque, le gouvernement fédéral a su mettre en place des lois sociales qui ont fait diminuer la pauvreté et les inégalités socioéconomiques. Mais cette époque semble révolue. Selon les données du CBdC, une personne sur dix vit dans la pauvreté au

Canada. On parle ici de personnes sans-emploi, mais aussi de personnes actives sur le marché du travail et de retraitéEs. La situation des retraitéEs est d'ailleurs particulièrement honteuse : leur taux de pauvreté a triplé en 15 ans.

Le Québec fait-il mieux?

Le gouvernement du Québec affirme souvent que dans le domaine de la lutte à la pauvreté et aux inégalités, le Québec s'en tire mieux que

(suite en page 2...)



Sommet sur l'enseignement supérieur Pour la gratuité scolaire!

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) appelle les étudiantEs et toute la population à manifester pour une éducation libre, accessible et gratuite, le 26 février prochain à 14 h, au Square Victoria. Le Collectif, qui y sera, invite ses membres, ses alliés et tout son réseau à participer en grand nombre.

Il faut se le rappeler, le Collectif s'est mobilisé en appui au mouvement de grève étudiant du printemps dernier, notamment parce qu'il y a un lien direct entre pauvreté et éducation. En effet, plus une personne est éduquée, plus elle a des chances d'éviter de vivre en situation de pauvreté au cours de sa vie. Et la meilleure manière d'améliorer l'accessibilité aux études, ça demeure la diminution des frais de scolarité, en visant la gratuité complète à terme.

Le Collectif sera donc dans la rue le 26 février. Cependant, cela ne l'empêchera pas d'appuyer les propositions qui émaneront de l'intérieur du sommet visant à permettre au Québec de tendre vers la gratuité scolaire. Le gel des frais de scolarité, c'est le minimum requis pour maintenir l'accessibilité actuelle à l'enseignement supérieur.

Le 26 février, le Collectif manifestera aussi avec la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, parce que la lutte pour la gratuité scolaire s'inscrit dans une lutte plus globale, une lutte contre une vision néolibérale de l'État. Le Collectif, comme la Coalition, considère que l'ensemble des services publics doit être accessible, universel et de qualité, tout en visant la gratuité. Il s'agit d'un pilier important de la lutte pour éliminer la pauvreté au Québec. Infos et matériel : www.gratuitescolaire.info.

(suite de la page 1...) le reste du Canada. Certaines données figurant dans l'*État de situation 2012* du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE) tendent à lui donner raison – mais en partie seulement. Car après avoir fait effectivement quelques gains relatifs dans ce domaine entre 2000 et 2007, la situation du Québec s'est mise à se détériorer en 2008, avec la crise économique et financière.

D'autre part, on constate aujourd'hui que les 20 % de ménages les plus riches ont 6 fois plus de revenus que les 20 % de ménages les plus pauvres, et ce après les transferts

gouvernementaux. En 1990, ce ratio était de 5,3 fois. Ce que cette progression indique, à l'instar d'autres indicateurs mesurant les inégalités, c'est que les riches s'enrichissent pendant que les pauvres s'appauvrissent.

Trente ans de compressions

Doit-on être surpris de tout cela? Bien sûr que non. En fait, c'est plutôt le contraire qui aurait été surprenant, après plus ou moins 30 ans de compressions et de coupes dans les programmes sociaux canadiens et québécois. Si rien n'est fait pour inverser la tendance, on continuera d'apprendre, rapport après rapport,

que l'écart s'accroît entre les plus fortunés et les personnes au bas de l'échelle et que la lutte à la pauvreté fait du surplace, quand elle ne recule pas.

À ceux et celles qui seraient tentés de « se péter les bretelles » parce que le Québec performe mieux que le reste du Canada, il faut rappeler qu'aujourd'hui, il y a environ 750 000 QuébécoisEs qui ne couvrent pas leurs besoins de base, soit une personne sur dix. L'adage a beau dire « quand on se compare, on se console », l'existence de tant de pauvreté et d'inégalités dans une société aussi riche que la nôtre demeure une réalité scandaleuse.

Lettre à Madame Agnès Maltais, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale,
du Travail et responsable de la Condition féminine

Merci de bien vouloir patienter

Vendredi dernier, vous avez dévoilé Tous pour l'emploi, une « importante stratégie gouvernementale de mobilisation ». Recentrer les efforts vers les groupes moins représentés sur le plan de l'emploi et accroître les compétences de la main-d'œuvre québécoise font consensus. Cependant, l'idée de repenser la solidarité afin de briser le « cycle de la pauvreté » pose problème.

Le « cycle de la pauvreté » réfère à une trappe qui se refermerait comme par magie sur les familles pauvres pendant plusieurs générations. Même les statistiques semblent prouver ce curieux phénomène : trois jeunes de moins de 21 ans sur quatre à l'aide sociale proviennent d'une famille également prestataire. Face à cela, la solidarité « nouvelle » doit se traduire, selon vous, par une intervention précoce et soutenue auprès des jeunes demandeurs de l'aide sociale.

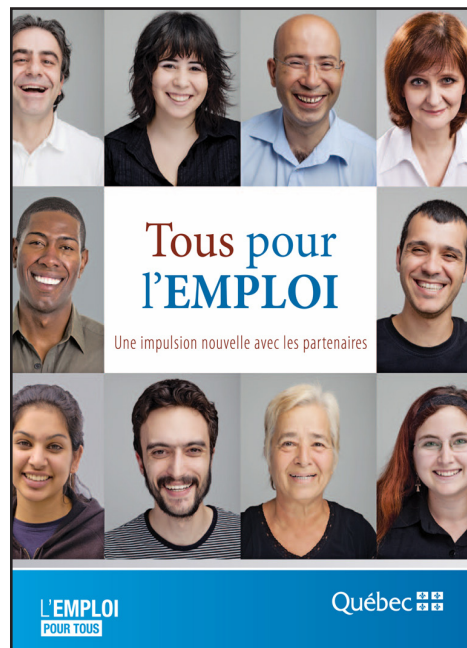
Ce discours, repris *ad nauseam*, sans distance critique, finit par faire reposer la responsabilité

de la pauvreté sur les parents. Il est culpabilisant et n'offre rien pour améliorer les conditions de vie de ces derniers. De plus, il fait fi des principaux facteurs qui influencent la pauvreté, soit la croissance économique, la création d'emplois, les transferts gouvernementaux et les inégalités. En fin de compte, l'ensemble de cette stratégie risque d'avoir très peu d'impact sur ces facteurs.

En réalité, il est possible de se demander en quoi cette stratégie constitue vraiment une mesure de lutte à la pauvreté, car, sur ce plan, elle risque d'être plutôt inefficace. Au cours des dernières années, ce sont les mesures de soutien au revenu, comme celles accordées aux familles monoparentales, qui ont eu le plus d'impact sur la réduction de la pauvreté. Votre gouvernement, votre ministère et vous-même le savez. Or, près de 750 000 personnes ne couvrent pas leurs besoins au Québec et, avec cette annonce, celles-ci entendent encore : « merci de bien vouloir patienter ». Ce n'est pas seulement la patience des plus pauvres que

vous usez, mais aussi leur santé et, au final, leur vie. La déception est vive

Robin Couture, porte-parole
Collectif pour un Québec sans pauvreté



La publication de *La Soupe au caillou* est rendue possible grâce à la contribution financière du Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO)



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec (QC), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca